




**Rapport financier semestriel**  
**Exercice 2018 / 2019**  
**Situation semestrielle arrêtée**  
**au 30 septembre 2018**

SII

87, Quai Panhard et Levassor

75013 Paris

Siren : 315 000 943

 : +33 (0)1 428 482 22

<http://www.groupe-sii.com>



## SOMMAIRE

Rapport d'activité du premier semestre .....	3
Comptes consolidés semestriels .....	9
Attestation des Commissaires aux comptes .....	37
Attestation du Responsable du document .....	39



## RAPPORT D'ACTIVITÉ PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2018 / 2019 (1<sup>er</sup> avril 2018 au 30 septembre 2018)

### Commentaires sur l'activité et Faits marquants

Le groupe SII a enregistré au premier semestre clos au 30 septembre 2018 un chiffre d'affaires de 295,65 M€, soit une croissance de 14,1% par rapport au même semestre de l'exercice précédent.

En France, le chiffre d'affaires atteint 157,98 M€ sur le semestre, en progression de 9,1%. Cette performance est portée par la quasi-totalité des secteurs et par l'impact d'un jour ouvré supplémentaire. Le groupe SII s'appuie également sur une politique de recrutement active qui a permis l'arrivée de 606 nouveaux collaborateurs au cours du semestre. L'effectif progresse ainsi de +7,5% par rapport au premier semestre 2017/2018. Le turn-over France (21,8%) demeure constant par rapport aux exercices précédents.

A l'international, le chiffre d'affaires bondit de 20,3% pour atteindre 137,67 M€ sur le semestre. Les activités hors France représentent 53% du chiffre d'affaires global de SII, contre 44% au premier semestre 2017/2018. Cette bonne performance résulte de la bonne activité des filiales notamment en Pologne (+36%). Dans cette zone, la demande est forte à la fois sur l'offre technique et sur l'offre offshore qui est en développement croissant. L'Allemagne et l'Espagne connaissent des activités dynamiques en croissance de 7% tout comme le Chili (+6%). Sur des marchés géographiques récent au sein du groupe SII, le Canada progresse fortement (+97%) ainsi que la Colombie (+48%). L'activité est restée stable sur le semestre en Roumanie et aux Pays-Bas. et en décroissance en République Tchèque (-4%), en Belgique (-6%) et en Suisse (-37%).

Sur ce semestre, tous les secteurs connaissent une forte croissance. Le secteur Aéronautique et Défense, qui contribue à hauteur de 22,3% au chiffre d'affaires, affiche une progression de 13,7% de son activité. Le secteur BAM (Banque-Assurances-Mutuelles), porté par les évolutions du secteur, est en croissance de plus de 28% et représente 20,3% du chiffre d'affaires. Les secteurs Energie et Télécoms réalisent une croissance respective de 12,6% et 8,3%. Les autres secteurs (Services, Industries, Automobile, Transports, Retail et Santé) connaissent également une forte dynamique (+10,0%).

La rentabilité du groupe SII s'accroît avec un résultat opérationnel en augmentation de 19,7% à 20,35M€ sur le semestre. Cette performance est portée par la forte amélioration de la rentabilité à l'international. La marge opérationnelle progresse de 2,0 points et atteint 8,6%, et ce malgré de nouvelles provisions de créances en Espagne. En France, la marge opérationnelle connaît une légère baisse (- 0,9 points) sous l'effet de l'augmentation des charges de structure déployées pour préparer et accompagner la croissance future. Le TACE moyen France s'établit à 91,6% sur le semestre en augmentation de 0,3 point par rapport à l'exercice 2017/2018. A l'échelle du Groupe, le TACE atteint 92,0%.



Après prise en compte du résultat financier et des impôts, le résultat net s'établit à 13,65 M€ en hausse de 25,6%.

Au 30 septembre 2018, la trésorerie nette s'établit à 8,85 M€ (7,32 M€ à fin mars 2018). Ce semestre est marqué par la progression de la capacité d'autofinancement (23,6 M€ sur le semestre, versus 17,9 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent), en lien avec la croissance de l'activité. Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 152,7 M€ (142,0 M€ à fin mars 2018).

### Performance économique

- Publication semestrielle consolidée aux normes IFRS

<i>En M€, 1<sup>er</sup> semestre clos au 30/09</i>	<b>2017/2018</b>	<b>2018/2019</b>	<b>Variation</b>
	<b>S1</b>	<b>S1</b>	
Chiffre d'affaires	259,20	295,64	+ 14,1%
Résultat opérationnel	17,00	20,35	+ 19,7%
Marge opérationnelle	6,6%	6,9%	+ 0,3 pt
Résultat net part du groupe	10,89	13,62	+ 25,1%
Effectif moyen	6 918	7 662	+744
Effectif fin de période	7 127	7 802	+675

- Résumé de l'activité française consolidée aux normes IFRS

En M€, 1 <sup>er</sup> semestre clos au 30/09	2017/2018 S1	2018/2019 S1	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>144,79</b>	<b>157,98</b>	<b>+ 9,1%</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>9,47</b>	<b>8,51</b>	<b>- 10,2%</b>
<b>Effectif moyen</b>	<b>3 384</b>	<b>3 677</b>	<b>+ 293</b>

- Résumé de l'activité internationale consolidée aux normes IFRS

En M€, 1 <sup>er</sup> semestre clos au 30/09	2017/2018 S1	2018/2019 S1	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>114,40</b>	<b>137,66</b>	<b>+ 20,3%</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>7,53</b>	<b>11,85</b>	<b>+ 57,4%</b>
<b>Effectif moyen</b>	<b>3 534</b>	<b>3 985</b>	<b>+ 451</b>

- Objectifs annuels

Le marché français du conseil en technologie a poursuivi son développement sur l'année 2018 et devrait connaître une croissance de 5,5% selon les données exposées par le Syntec Numérique lors de sa conférence de presse du 6 décembre 2018. Un niveau de croissance très proche devrait se matérialiser au-delà de 2018. Cette tendance est confirmée par le Syntec Numérique qui a annoncé, lors de cette même conférence de presse du 6 décembre 2018, une croissance de 5,2% sur l'année 2019.

Compte tenu de la performance du premier semestre, le groupe SII confirme ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice 2018/2019. A Savoir :

- Un chiffre d'affaires compris entre 625 et 640 M€, soit une hausse entièrement organique comprise entre 11,5% et 14% par rapport à l'exercice précédent ;
- Une hausse du chiffre d'affaires accompagnée d'une progression de la marge opérationnelle.



## Résultats semestriels

Les comptes semestriels clos au 30 septembre 2018 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Ils ont été arrêtés par le Directoire lors de sa réunion du 05 décembre 2018.

Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes qui ont établi leur rapport (cf. pages 37 & 38) en date du 21 décembre 2018.

Les règles et méthodes comptables restent identiques à celles utilisées pour établir les résultats semestriels de l'exercice précédent.

Le groupe SII établit des comptes consolidés intégrant l'ensemble de ses filiales. La comparaison a été établie sur la base de comptes aux normes IFRS.

- Résultats sociaux

Poste comptable (en K€)	30/09/2017	30/09/2018
Chiffre d'affaires	120 066	134 190
Produits d'exploitation	120 634	134 190
Charges d'exploitation	- 112 204	- 127 554
Résultat d'exploitation	8 430	7 788
Résultat financier	1 945	415
Résultat exceptionnel	20	- 32
Participation des salariés	- 263	- 228
Impôts sur les bénéfices	- 1 762	- 1 469
Résultat net	8 370	6 474
Capitaux propres	114 465	128 600
Total du Bilan	211 672	221 999

- Résultats consolidés

Poste comptable (en K€)	30/09/2017	30/09/2018
Chiffre d'affaires	259 195	295 644
Résultat opérationnel	17 002	20 355
Coût de l'endettement financier net	- 610	- 510
Autres charges et produits financiers	- 541	- 155
Charge d'impôt	- 4 981	- 6 041
Résultat net	10 870	13 649
Résultat net part du groupe	10 888	13 617
Capitaux propres	130 445	152 755
Total du Bilan	311 290	353 401

- Information relative aux actions auto-détenues

Actions auto-détenues	30/09/2017	30/09/2018
nombre de titres	957 403	885 862
prix d'acquisition (en K€)	4 707	4 280
prix moyen d'acquisition (€)	4,92	4,83
cours moyen septembre (€)	22,85	26,80
valeur de marché (en K€)	21 911	23 741

### Risques

Les principaux risques auxquels le groupe est exposé sont présentés dans le document de référence de l'exercice clos le 31 mars 2018. Ils n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre de l'exercice 2018/2019.



## Perspectives d'avenir

Lors de sa conférence de presse du 6 décembre 2018, le Syntec Numérique a annoncé un marché du conseil en technologies en croissance de 5,5% pour l'année 2018 et un marché du conseil et services en progression de 3,3% sur 2018. Toujours selon Syntec Numérique, l'année 2019 devrait confirmer cette tendance sur chacun de ces deux marchés (+5,2% pour le conseil en technologies et +3,0% pour le conseil et services). « Encore un niveau de croissance élevé en 2019 », tel pourrait être résumé le message de cette conférence de presse.

Les perspectives macroéconomiques du pays sont plus mesurées et les mouvements sociaux des dernières semaines font craindre un ralentissement dans la progression du P.I.B. national. Toutefois, le numérique est présent dans la très grande majorité des investissements de notre économie. Ce positionnement particulier de notre secteur lui confère une partie de sa force.

L'innovation et l'efficacité opérationnelle sont au cœur des préoccupations des directions métiers de nos clients, la « transformation numérique » est sur toutes les lèvres, les SMACS (Social, Mobile, Analytics, Cloud, Security) poursuivent leur croissance effrénée. Ces enjeux, vecteurs de la performance de nos clients, vont alimenter nos prochains travaux.

La stratégie du groupe SII visant à étendre ses savoir-faire, ses compétences technologiques, ses positions sectorielles et son positionnement géographique doit permettre de poursuivre une croissance rentable pour les prochains mois.

## Évènements postérieurs au 30 septembre 2018

Aucun.

Eric MATTEUCCI

Président du Directoire





## COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/09/2018

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

### Sommaire

1.	État de la situation financière consolidée .....	11
2.	État du résultat global consolidé .....	12
3.	Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	13
4.	État des variations des capitaux propres consolidés.....	14
5.	Référentiel comptable .....	15
5.1.	Référentiel IFRS applicable au 30 septembre 2018.....	15
6.	Méthodes comptables significatives .....	16
6.1.	Présentation des états financiers .....	16
6.2.	Principes de consolidation.....	16
6.3.	Information sectorielle .....	17
6.4.	Conversion des états financiers des filiales étrangères .....	17
6.5.	Immobilisations incorporelles .....	17
6.6.	Immobilisations corporelles .....	18
6.7.	Actifs financiers non courants .....	19
6.8.	Actifs courants .....	19
6.9.	Autres actifs courants.....	19
6.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	19
6.11.	Affacturage .....	19
6.12.	Capitaux propres .....	20
6.13.	Emprunts et dettes financières .....	20
6.14.	Provisions.....	20
6.15.	Dettes d'exploitation .....	21
6.16.	Autres passifs courants et non courants .....	21
6.17.	Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	22
6.18.	Impôt sur le résultat .....	22
6.19.	Résultat par action.....	23
6.20.	Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel .....	23
6.21.	Subventions .....	23
7.	Périmètre de consolidation .....	24
7.1.	Liste des entreprises consolidées .....	24
7.2.	Variations de périmètre.....	25



8.	Immobilisations incorporelles .....	25
9.	Goodwill.....	26
10.	Immobilisations corporelles .....	26
11.	Autres actifs financiers .....	27
12.	Impôts différés actifs et passifs .....	27
13.	Créances d'exploitation .....	28
14.	Autres actifs .....	28
15.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	29
16.	Capitaux émis et réserves .....	29
17.	Emprunts et dettes financières .....	30
18.	Provisions.....	31
19.	Dettes d'exploitation .....	31
20.	Autres passifs courants.....	32
21.	Charges de personnel .....	32
22.	Dotations aux amortissements.....	32
23.	Dotations aux provisions .....	33
24.	Autres charges opérationnelles non courantes .....	33
25.	Résultat financier net .....	33
26.	Charge d'impôt .....	34
27.	Résultat par action.....	34
28.	Information sectorielle .....	35
29.	Engagements hors bilan .....	35
30.	Informations relatives aux parties liées .....	36
31.	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	36
32.	Effectif moyen.....	36



## 1. État de la situation financière consolidée

ACTIF	(en milliers d'euros)	Note	30/09/2018	31/03/2018
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Goodwill		8-9	43 523	43 523
Immobilisations incorporelles		8-9	5 855	5 998
Immobilisations corporelles		10	11 564	10 955
Autres actifs non courants		11	3 796	3 814
Actifs financiers non courants		11	4 767	4 754
Impôts différés actifs		12	3 073	2 741
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>			<b>72 578</b>	<b>71 785</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Créances d'exploitation		13	197 206	195 176
Créances d'impôts			11 028	11 656
Autres actifs courants		14	7 393	6 558
Actifs financiers courants		14	75	61
Trésorerie ou équivalents de trésorerie		15	65 121	71 295
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>			<b>280 823</b>	<b>284 746</b>
<b>ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>			<b>353 401</b>	<b>356 531</b>
PASSIF	(en milliers d'euros)	Note	30/09/2018	31/03/2018
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis		16	40 000	40 000
Réserves			100 809	77 871
Titres d'autocontrôle			- 1 772	- 1 909
Résultat de l'exercice			13 617	25 809
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>			<b>152 654</b>	<b>141 771</b>
Participation ne donnant pas le contrôle			101	187
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>			<b>152 755</b>	<b>141 958</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Emprunts et dettes financières à long terme		17	26 835	28 520
Provisions à long terme		18	9 326	10 000
Autres passifs non courants				
Impôts différés passifs		12		
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>			<b>36 161</b>	<b>38 520</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Dettes financières à court terme		17	29 433	35 461
Dettes d'exploitation		19	99 233	105 962
Provisions à court terme		18	36	36
Dettes d'impôts			2 150	3 445
Autres passifs courants		20	33 633	31 149
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>			<b>164 485</b>	<b>176 053</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			<b>353 401</b>	<b>356 531</b>



## 2. État du résultat global consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)	Note	30/09/2018	30/09/2017
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	28	295 644	259 195
Achats consommés		- 60 245	- 48 606
Charges de personnel	21	- 185 007	- 165 297
Charges externes		- 22 156	- 20 292
Impôts et taxes		- 2 906	- 2 865
Dotations aux amortissements	22	- 3 252	- 3 155
Dotations aux provisions	23	- 1 460	- 2 035
Autres produits d'exploitation		210	397
Autres charges d'exploitation		- 473	- 340
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>20 355</b>	<b>17 002</b>
Autres charges opérationnelles non courantes	24		
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>20 355</b>	<b>17 002</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	32	51
Coût de l'endettement financier brut	25	- 542	- 661
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>- 510</b>	<b>- 610</b>
Autres produits financiers	25	1 127	545
Autres charges financières	25	- 1 282	- 1 086
Charge d'impôt	26	- 6 041	- 4 981
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>		<b>13 649</b>	<b>10 870</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>13 649</b>	<b>10 870</b>
Part du groupe		13 617	10 888
Participation ne donnant pas le contrôle		32	- 18
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>27</b>	<b>0,681</b>	<b>0,544</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>27</b>	<b>0,708</b>	<b>0,568</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (en milliers d'euros)</b>	<b>Note</b>	<b>30/09/2018</b>	<b>30/09/2017</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		13 649	10 870
Total des éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		- 668	- 487
Total des éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
<b>Résultat global</b>		<b>12 981</b>	<b>10 383</b>
Part du groupe		12 949	10 401
Participation ne donnant pas le contrôle		32	- 18



### 3. Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Note	30/09/2018	31/03/2018	30/09/2017
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>13 649</b>	<b>25 824</b>	<b>10 870</b>
+ Dotations aux amortissements et provisions		6 623	14 418	2 221
- Reprises aux amortissements et provisions		- 4 045	- 8 244	
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	4	590	887	397
- Plus-values de cession	8 & 10	- 58	- 56	
+ Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	8 & 10	333	210	8
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>17 092</b>	<b>33 040</b>	<b>13 496</b>
+/- Coût de l'endettement financier net	25	510	1 061	- 610
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	26	6 041	10 259	4 981
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>		<b>23 643</b>	<b>44 360</b>	<b>17 867</b>
- Impôts versés		- 8 980	- 10 891	- 8 252
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité		- 5 367	- 21 020	- 17 362
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE (D)</b>		<b>9 296</b>	<b>12 449</b>	<b>- 7 747</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 & 10	- 3 960	- 7 975	- 3 283
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 & 10	58	56	40
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		- 982	- 3 070	- 1 211
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		767	2 934	1 986
+/- Incidence des variations de périmètre		- 14		
- Décaissements des prêts et avances consentis	11	- 114	- 390	- 256
+ Encaissements des prêts et avances consentis	11	121	263	133
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement				
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)</b>		<b>- 4 124</b>	<b>- 8 182</b>	<b>- 2 591</b>
-/+ Rachats et ventes d'actions propres		35		- 65
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :				
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	4	- 2 867	- 2 984	- 2 984
- Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		- 11		
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	17	4 918	11 091	5 334
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	17	- 8 114	- 14 317	- 6 160
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	25	- 510	- 1 061	610
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	17	7 251		
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)</b>		<b>702</b>	<b>- 7 271</b>	<b>- 3 265</b>
+/- Incidence des variations des cours de devises (G)		- 327	- 21	- 378
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (H) = (D + E + F + G)</b>		<b>5 547</b>	<b>- 3 025</b>	<b>- 13 981</b>
<b>TRESORERIE D'OUVERTURE (I)</b>		<b>54 398</b>	<b>57 423</b>	<b>57 423</b>
<b>TRESORERIE DE CLOTURE (J)</b>		<b>59 945</b>	<b>54 398</b>	<b>43 442</b>
Equivalents de trésorerie	15	35 089	27 171	11 409
Trésorerie	15	30 032	44 125	32 033
Concours bancaires	17	- 5 176	- 4 070	
Dettes liées au factor	17		- 12 828	
<b>TRESORERIE DE CLOTURE</b>		<b>59 945</b>	<b>54 398</b>	<b>43 442</b>



#### 4. État des variations de capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Total part groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Au 01/04/2017</b>	<b>40 000</b>	<b>- 1 930</b>	<b>61 948</b>	<b>22 396</b>	<b>122 414</b>	<b>305</b>	<b>122 719</b>
Résultat net de la période				25 809	25 809	15	25 824
Autres éléments du résultat global			299		299		299
<b>Résultat global</b>			<b>299</b>	<b>25 809</b>	<b>26 108</b>	<b>15</b>	<b>26 123</b>
Affectation du résultat			22 396	- 22 396			
Paiements fondés sur des actions			887		887		887
Opérations sur titres auto-détenus		21	- 12		9		9
Dividendes			- 2 984		- 2 984		- 2 984
Variation de périmètre							
Puts sur participations ne donnant pas le contrôle			- 4 784		- 4 784		- 4 784
Autres mouvements							
<b>Au 31/03/2018</b>	<b>40 000</b>	<b>- 1 909</b>	<b>77 871</b>	<b>25 809</b>	<b>141 771</b>	<b>187</b>	<b>141 958</b>
Résultat net de la période				13 617	13 617	32	13 649
Autres éléments du résultat global			- 668		- 668		- 668
<b>Résultat global</b>			<b>- 668</b>	<b>13 617</b>	<b>12 949</b>	<b>32</b>	<b>12 981</b>
Affectation du résultat			25 809	- 25 809			
Paiements fondés sur des actions			590		590		590
Opérations sur titres auto-détenus		137	- 20		117		117
Dividendes			- 2 867		- 2 867	- 11	- 2 878
Variation de périmètre <sup>(1)</sup>			94		94	- 107	- 13
Puts sur participations ne donnant pas le contrôle							
Autres mouvements							
<b>Au 30/09/2018</b>	<b>40 000</b>	<b>- 1 772</b>	<b>100 809</b>	<b>13 617</b>	<b>152 654</b>	<b>101</b>	<b>152 755</b>

(1) : La variation de périmètre est liée à l'acquisition d'actions de SII Belgium conformément aux engagements pris lors de la signature du contrat initial.



## 5. Référentiel comptable

### 5.1 Référentiel IFRS applicable au 30 septembre 2018

La société SII SA dont le siège social est situé au 87 quai Panhard et Levassor - 75013 PARIS est cotée sur Euronext, compartiment B, sous le code ISIN FR0000074122.

L'activité de la société porte sur les marchés du conseil en technologies et du conseil et services (ESN) dans des secteurs d'activité variés tels que l'aéronautique, les télécoms, la banque, l'assurance, la défense, l'énergie, la distribution, les transports et les services.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2018 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le groupe SII »).

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2018 présentés dans ce document ont été arrêtés par le directoire en sa séance du 05 décembre 2018.

Les états financiers consolidés semestriels du groupe SII au 30 septembre 2018 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et par l'Union Européenne. Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 septembre 2018 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du groupe au 31 mars 2018.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2018 sont ceux qui ont fait l'objet d'une publication au Journal de l'Union Européenne avant le 30 septembre 2018 et disponibles sur le site interne de Commission Européenne.

Les principales nouvelles normes d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 concernent la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

**IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »** : la norme IFRS 15 impose un modèle de reconnaissance du chiffre d'affaires en 5 étapes fondé sur le transfert de contrôle des obligations de performances identifiées dans les contrats avec les clients. Elle remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction ».

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas d'incidence significative sur l'état de la situation financière consolidée et le compte de résultat du groupe SII.

**IFRS 9 « Instruments financiers »** : la norme IFRS 9 a modifié IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » sur 3 phases : l'application rétrospective de la phase 1 « Classement et évaluation des instruments financiers » n'a pas eu d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne l'évaluation des actifs et passifs financiers détenus au 1<sup>er</sup> avril 2018.

IFRS 9 qui remplace le modèle des « Pertes encourues » d'IAS 39 par celui des « Pertes de crédits attendues » n'a pas d'impact significatif sur les comptes du groupe SII au 1<sup>er</sup> avril 2018 et sur le premier semestre de l'exercice 2018/2019.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés de taux de change et de taux d'intérêts. L'application prospective de la troisième phase « Comptabilisation de couverture » est sans impact sur méthodes comptables du Groupe.

Le groupe SII n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations ou amendements évoqués ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> avril 2018.



La norme **IFRS 16 « Contrats de location »** est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le groupe SII poursuit ses travaux de récolte des informations et d'analyse qui aura un impact significatif sur l'actif immobilisé ainsi que sur la dette financière du Groupe.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales « IFRS » implique que le groupe SII doit procéder à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses susceptibles d'affecter le montant des actifs, des passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges de la période. Des changements de faits et circonstances peuvent conduire le groupe SII à d'éventuels changements d'estimations ultérieurs.

## 6. Méthodes comptables significatives

### 6.1 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Conformément aux prescriptions IFRS, les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, et ceux ayant une maturité de moins de douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

### 6.2 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes.

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe SII détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.



### 6.3 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle basée sur les données internes de gestion utilisées par la Direction, ceci afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

L'information transmise en interne au Président du directoire est présentée sous un seul secteur d'activité.

Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe sont établis selon une répartition par zone géographique suivante : France et Hors France.

### 6.4 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états des filiales étrangères hors de la zone Euro dont la monnaie de fonctionnement ne diffère pas de la monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture pour les postes bilantiels, sauf pour les capitaux propres, et le cours moyen mensuel de la période pour les postes de produits et de charges qui représente le cours de change en vigueur à la date des transactions en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens mensuels sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

### 6.5 Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition dès lors que les avantages économiques futurs attribuables iront au groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable. Après leur comptabilisation initiale, leur coût d'acquisition est diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissement	
	Mode	Durée
Recherche et développement	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle ou à chaque fois qu'il y a une indication de perte de valeur qui consiste à comparer leur valeur d'utilité et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

- Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises », à la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT définis par le groupe susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur la segmentation géographique définie par le groupe pour la présentation de son information sectorielle (Cf. note 9).

Le goodwill résultant des acquisitions de filiales est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs non financiers », les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet de test de perte de valeur au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Les estimations sont réalisées sur la base d'une projection sur 5 ans.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu au goodwill de l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise.

En cas de cession d'une entreprise, le goodwill attribué à la filiale est inclus dans la détermination du résultat de cession.

### 6.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont présentées au bilan en prenant le coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissement	
	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Installations & agencements	Linéaire	1 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	1 à 15 ans

- Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui, en substance, transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisées en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de matériel informatique et de matériel de transport.

En application de la norme IAS 17, ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers est inscrite au passif.



### 6.7 Actifs financiers non courants

Conformément à la norme IFRS 9, les actifs financiers sont évalués en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Certaines créances pour lesquelles l'effet de l'actualisation est significatif sont comptabilisées à la valeur des flux de trésorerie actualisés au taux de marché.

Le groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation de taux d'intérêt ou de taux de change. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

### 6.8 Actifs courants

Les créances d'exploitation ont été évaluées initialement à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de dépréciations des comptes clients, déterminées client par client voire créance par créance, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances telle qu'une contestation voire une défaillance ou un défaut de paiement à l'échéance.

### 6.9 Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont évalués à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation car ils ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

### 6.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité, dont la valeur n'est pas sujette à des variations significatives.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. La valorisation est effectuée à la juste valeur par le compte de résultat.

### 6.11 Affacturage

Il existe un contrat dans deux de nos filiales dont les caractéristiques sont les suivantes :

- cession au factor de créances clients qui en assure le recouvrement. Le client paie le factor qui rétrocède les sommes perçues à nos filiales ;
- le non recouvrement de créances pour l'une reste à la charge de notre filiale et pour l'autre est de la responsabilité du factor ;
- nos filiales reçoivent des avances de trésorerie sur le montant des créances cédées ;
- un dépôt de garantie est exigé par le factor.

L'analyse réalisée a conduit au traitement suivant :

- dans le cas où le risque de recouvrement est porté par notre filiale, aucune décompensation des créances n'est effectuée. Les créances transférées sont comptabilisées dans leur intégralité en créances clients comme s'il n'y avait pas de Factor ;
- dans le cas où le risque de recouvrement est porté par le Factor, une décompensation des créances cédées est effectuée.

### 6.12 Capitaux propres

- Titres en autocontrôle

En application de la norme IAS 32, tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

- Paiements fondés sur des actions

IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en charge des avantages liés aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites. S'agissant de plans qui se dénouent en instruments de capitaux propres, la juste valeur unitaire des options et actions est déterminée en date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits au compte de résultat dans le poste « Charges de personnel » (la contrepartie étant une augmentation des capitaux propres).

La détermination de la juste valeur de ces options et actions à la date d'attribution a été effectuée sur la base du cours de l'action diminué de la perte de chance de dividendes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

### 6.13 Emprunts et dettes financières

Les emprunts correspondent en partie aux dettes issues des emprunts bancaires et des contrats de location financement.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance.

### 6.14 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est inférieure ou égale à un an. Les provisions non courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est supérieure à un an.

- Provisions pour indemnités de fin de carrière

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au Personnel » le groupe comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies dont il supporte le risque actuariel et le risque de placement. La différence entre le montant du passif social concernant les indemnités de fin de carrière et les actifs de régime pour couvrir ce passif fait l'objet d'une provision.

L'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière a été réalisée à partir de la méthode par répartition des coûts au prorata de l'ancienneté. Elle tient compte des paramètres suivants :

- le montant des indemnités de fin de carrière futures estimées au départ en fin de carrière,
- la probabilité d'avoir à verser ces indemnités de fin de carrière,
- le coefficient d'actualisation financière.

#### 6.15 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont initialement valorisées à leur juste valeur, puis à leur coût amorti. Aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où elles ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

#### 6.16 Autres passifs courants et non courants

Les autres passifs sont composés des autres dettes et des produits constatés d'avance. Ces derniers correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

- Puts sur participation ne donnant pas le contrôle

Le groupe peut consentir aux participations ne donnant pas le contrôle de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente accordées aux participations ne donnant pas le contrôle des entités concernées. En application de la méthode dite de « l'acquisition anticipée », le groupe ne reconnaît pas d'intérêts non contrôlés vis-à-vis des participations ne donnant pas le contrôle bénéficiant de l'engagement de rachat : aucune quote-part de résultat ne leur est donc attribuée dans les comptes consolidés.

Le passif est initialement comptabilisé pour la valeur actuelle du prix d'exercice. Lors des arrêts ultérieurs, sa valorisation est ajustée en fonction de la dernière actualisation disponible des paramètres de calcul contractuels.

Les variations de juste valeur des engagements de rachat, après leur comptabilisation initiale, sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres part du groupe.

Le passif financier est présenté au sein des « Autres passifs non courants » ou « Autres passifs courants » en fonction de la date d'exigibilité de l'engagement de rachat.

Des puts sur les participations ne donnant pas le contrôle ont été constatés sur les filiales SII Sp. Zoo (Pologne), SII Deutschland (Allemagne), SII Concatel (Espagne), SII IT&C SRL (Roumanie), SII s.r.o. (République Tchèque) et SII Colombia (Colombie).

### 6.17 Reconnaissance du chiffre d'affaires

- Prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation facturées au temps passé

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- Les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique créances d'exploitation,
- Les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan à la rubrique « Autres passifs courants ».

- Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités suivantes :

- Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux conformément à IFRS 15.  
L'avancement est calculé sur la base des coûts restant à engager pour la réalisation complète, en tenant compte de la garantie le cas échéant.  
Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
- Les pourcentages d'avancement des projets sont déterminés selon les procédures qualité en vigueur dans le groupe. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet.

### 6.18 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

- L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
- Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Toutefois, les impôts différés ne sont pas reconnus dans les cas suivants :

- Des différences temporaires sur la comptabilisation initiale des actifs ou des passifs dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affectera en aucun cas le résultat fiscal ;
- Les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où le groupe est en mesure de déterminer le délai de la différence temporaire et qu'il soit probable qu'ils ne seront pas reversés dans un avenir prévisible.
- Les différences temporaires taxables liées à la comptabilisation initiale du goodwill.



Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

### 6.19 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions et des actions gratuites attribuées, et diminué du nombre d'actions auto-détenues.

### 6.20 Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel

Le groupe SII a opté pour la présentation séparée de certains éléments de produits et de charges significatifs à l'intérieur du résultat opérationnel. Le résultat opérationnel courant correspond donc au résultat opérationnel avant prise en compte de ces éléments constitués des dépréciations de goodwill et des frais d'acquisitions de filiales.

### 6.21 Subventions

Les subventions publiques sont comptabilisées en revenus systématiquement sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles compensent. Les subventions liées au résultat sont comptabilisées en déduction de la charge correspondante si elles ont pour objet de couvrir une dépense identifiée.

La 3<sup>ème</sup> loi de finances rectificative pour 2012 a mis en place le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Conformément à l'IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques » le groupe SII a opté pour la comptabilisation de ce crédit d'impôt en diminution des charges de personnel.



## 7. Périmètre de consolidation

### 7.1 Liste des entreprises consolidées

Le périmètre de consolidation du groupe SII comprend 28 sociétés consolidées (intégrées globalement).

La liste complète est donnée ci-après :

Société	Siège social	N° Siren	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote
SII	87 quai Panhard et Levassor – 75013 PARIS - (France)	315 000 943		
SII Sp. zoo	ul. Niepodległości 69 – 02-626 Varsovie - (Pologne)		70%	70%
SII Holding GmbH (sous-palier)	Kark-Kurz Straße 36 – D-74523 Schabisch Hall (Allemagne)		100%	100%
SII Deutschland	Kark-Kurz Straße 36 – D-74523 Schabisch Hall (Allemagne)		79%	79%
SII Technologies	Am Mittleren Moss 53 – D-86167 Augsburg (Allemagne)		90%	90%
SII Précisions Parts	Valentin-Heider Str. 7 – D-86167 Augsburg (Allemagne)		100%	100%
SII Systems	Valentin-Heider Str. 7 – D-86167 Augsburg (Allemagne)		100%	100%
SII Concatel (sous-palier)	Citutat de la Justícia de Barcelona – Av. Carrilet, 3 Edificio D – Pl. 10 – 08902 Hospitalet de Llobregat (Espagne)		80%	80%
Vanture	Citutat de la Justícia de Barcelona – Av. Carrilet, 3 Edificio D – Pl. 10 – 08902 Hospitalet de Llobregat (Espagne)		80%	80%
CVT Argentine	Av. Colon 531 – 5500 Mendoza (Argentine)		78%	78%
SII Belgium	Lenneke Marelaan, 12/1 – B-1932 Sint-Stevens-Woluwe (Belgique)		96.54%	96.54%
SII IT&C Services SRL	4A Timisoara Blvd., AFI Park 4, 10 <sup>th</sup> Floor, District 6 061328 Bucarest (Roumanie)		80%	80%
SII s.r.o.	Michelska 1552/58 – 141 00 Prague 4 (République Tchèque)		90%	90%
SII Netherlands B.V.	Amsterdamse Vaart 268 – 2032 EK Haarlem (Pays-Bas)		100%	100%
SII Services Maroc	N° 2 angle Bd Anfa et rue clos de province 20200 Casablanca (Maroc)		100%	100%
SII SA (sous-palier)	38 bis, avenue Eugène Lance – 1212 Grand Lancy Genève (Suisse)		100%	100%
SII Services SA	38 bis, avenue Eugène Lance – 1212 Grand Lancy Genève (Suisse)		100%	100%
SII Luxembourg	6 rue des Champs – 8362 Grass (Luxembourg)		100%	100%
SII Chile	Av. Andres Bello 2777, Of. 701 75500 Las Condes – Santiago (Chili)		100%	100%
SII India IT & Engineering Services Pvt. Ltd	Leela Landmark – 1 <sup>st</sup> Floor – 07, 1 <sup>st</sup> Cross, 3 <sup>rd</sup> Main, Ashwini Layout – Ejjipura – 560047 Bangalore (Inde)		100%	100%
SII Colombia	Av. Calle 40A 13-09, Of. 1104 – Bogota (Colombie)		79%	79%
SII Inc Canada	2060 rue de la Montagne – unit 30 Montréal (Québec), H3G 1Z7 (Canada)		100%	100%
SII Services Limited	BTC – Bessemer Drive – Stevenage SG1 2DX (Royaume-Uni)		100%	100%
Feel Europe Groupe (sous-palier)	45/47, bld Paul Vaillant Couturier – 94200 Ivry sur Seine (France)		100%	100%
Feel Europe Idf	45/47, bld Paul Vaillant Couturier – 94200 Ivry sur Seine (France)		100%	100%
Feel Europe Régions	45/47, bld Paul Vaillant Couturier – 94200 Ivry sur Seine (France)		100%	100%
Feel Europe Formation	45/47, bld Paul Vaillant Couturier – 94200 Ivry sur Seine (France)		100%	100%
GIE de facturation	45/47, bld Paul Vaillant Couturier – 94200 Ivry sur Seine (France)		100%	100%

Conformément au contrat initial, SII France a exercé son droit d'acquisition des titres de SII Belgium amenant son pourcentage de contrôle à 96,54%.



## 7.2 Variations de périmètre

Aucune.

## 8. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	01/04/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2018
Goodwill	50 053					- 291	49 762
Frais de développement <sup>(1)</sup>	9 767	958					10 725
Concessions, brevets et droits similaires	7 260	506	250			- 14	7 502
Autres immobilisations incorporelles	6 468	557				7	7 032
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>73 548</b>	<b>2 021</b>	<b>250</b>			<b>- 297</b>	<b>75 021</b>
Dépréciations	- 5 626	- 905			292		- 6 239
Amortissements	- 16 778	- 2 581	- 101			- 3	- 19 261
<b>TOTAL NET</b>	<b>51 144</b>	<b>- 1 465</b>	<b>149</b>		<b>292</b>	<b>- 301</b>	<b>49 521</b>

(en milliers d'euros)	01/04/2018	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	30/09/2018
Goodwill	49 762					118	49 880
Frais de recherche <sup>(1)</sup>	10 725	482					11 207
Concessions, brevets et droits similaires	7 502	494	19			- 1	7 976
Autres immobilisations incorporelles	7 032	175				- 35	7 172
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>75 021</b>	<b>1 151</b>	<b>19</b>			<b>82</b>	<b>76 235</b>
Dépréciations	- 6 239					- 118	- 6 357
Amortissements	- 19 261	- 1 272	- 7			26	- 20 500
<b>TOTAL NET</b>	<b>49 521</b>	<b>- 121</b>	<b>12</b>			<b>- 10</b>	<b>49 378</b>

(1) Considérant l'intérêt futur pour son activité, le sous-groupe SII Concatel active ses frais de développement liés à ses solutions logicielles développées en interne ; dès lors que ces dernières sont individualisables, séparables, génératrices d'avantages économiques futurs largement indépendants de l'activité de prestations de services de la société et que les coûts engagés peuvent être affectés de façon fiable à une phase de développement du projet. Ces développements concernent très majoritairement le logiciel de gestion Service One.

Hormis les goodwill dont le détail figure dans la note ci-dessous, le groupe SII ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont le montant unitaire serait significatif au regard de la position AMF du 9 janvier 2008 relative aux VaMPs.

## 9. Goodwill

(en milliers d'euros)	Valeur brute 01/04/2018	Acquisitions	Diminutions	Dépréciations	Variations taux de change	Variations de périmètre	Valeur nette 30/09/2018	Valeur nette 31/03/2018
SII Service Suisse (Suisse)	2 880			- 2 998	118		0	0
SII Concatel (Espagne)	5 223			- 2 455			2 769	2 769
SII Holding GmbH (Allemagne)	10 157						10 157	10 157
SII Belgium (Belgique)	1 833						1 833	1 833
SII France	2 616						2 616	2 616
SII Netherlands (Pays-Bas)	1 469			- 905			564	564
SII Colombia (Colombie)	180						180	180
FEEL EUROPE (France)	25 404						25 404	25 404
<b>TOTAL</b>	<b>49 762</b>			<b>- 6 358</b>	<b>118</b>		<b>43 523</b>	<b>43 523</b>

Aucun test de dépréciation n'est réalisé pour les clôtures semestrielles au 30 septembre dès lors qu'aucun indice de perte de valeur n'est détecté.

## 10. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	01/04/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2018
Constructions	34					- 11	23
Installations techniques, matériel, outillage	1 460	213			30		1 703
Installations générales, agencements	12 912	2 048	1 844		740	- 44	13 812
Matériel informatique	9 135	2 842	578		- 176	- 11	11 212
Autres immobilisations corporelles	352	9				- 3	358
Autres immobilisations corporelles en location financement	2 101	829	195		- 594	5	2 146
Immobilisations corporelles en cours	1						1
Avances et acomptes	8	13					21
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>26 003</b>	<b>5 954</b>	<b>2 617</b>			<b>- 64</b>	<b>29 276</b>
Amortissements	- 17 199	- 3 705	- 2 556			26	- 18 321
<b>TOTAL NET</b>	<b>8 804</b>	<b>2 249</b>	<b>61</b>			<b>- 38</b>	<b>10 955</b>

(en milliers d'euros)	01/04/2018	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	30/09/2018
Constructions	23					- 11	12
Installations techniques, matériel, outillage	1 703	58	154				1 607
Installations générales, agencements	13 812	909	319		370	- 39	14 733
Matériel informatique	11 212	1 489	227		- 101	- 42	12 331
Autres immobilisations corporelles	358	15					373
Autres immobilisations corporelles en location financement	2 146	329	55		- 269	- 29	2 122
Immobilisations corporelles en cours	1						1
Avances et acomptes	21	9					30
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>29 276</b>	<b>2 809</b>	<b>755</b>			<b>- 121</b>	<b>31 209</b>
Amortissements	- 18 321	- 1 980	- 574			82	- 19 645
<b>TOTAL NET</b>	<b>10 955</b>	<b>829</b>	<b>181</b>			<b>- 39</b>	<b>11 564</b>

La valeur brute des contrats de location financement activés est de 2 122 K€. La valeur nette est de 1 103 K€.

## 11. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers non courants sont les suivants :

(en milliers d'euros)	01/04/2018	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	30/09/2018
Titres de participation	448						448
Prêts	308	114	121		- 49	- 1	251
Créances rattachées à des participations	520						520
Dépôts et cautionnements	2 514	268	269		595	- 2	3 106
Autres actifs financiers	1 025	701	656		- 546	- 7	517
<b>TOTAL</b>	<b>4 815</b>	<b>1 083</b>	<b>1 046</b>			<b>- 10</b>	<b>4 842</b>

Les titres de participation correspondent aux titres détenus dans le capital des sociétés Doc 6, HappyLens, GIE SII/SIER et les participations détenues par SII Technologies à hauteur respectivement de 149 K€, 2 K€, 51 K€ et 246 k€.

## 12. Impôts différés actifs et passifs

Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature :

(en milliers d'euros)	Actifs		Passifs		Net	
	30/09/2018	31/03/2018	30/09/2018	31/03/2018	30/09/2018	31/03/2018
Contribution sociale de solidarité des sociétés	106	36			106	36
Participation des salariés	366	530			366	530
Effort construction	168	58			168	58
Ecart de conversion		3	5		- 5	2
Autres provisions	71	77	148		- 77	66
Provision pour indemnités de fin de carrière	761	761			761	761
Retraitements des contrats de longue durée	205	156	30		175	127
Actualisation des dépôts de garantie	21	16			21	16
Frais sur titres	86	107			86	107
Différence temporaire sur chiffre d'affaires	35	34	121		- 86	- 47
Différence temporaire sur paie	690	722			690	722
Dépréciation clients	1 241	975			1 241	975
Différences sur les stocks			527		- 527	- 627
Activation des déficits reportables	881	827			881	827
Dépréciations intra-groupe			934		- 934	- 934
Amortissements des immobilisations	263	243			263	243
Provisions pour plans de rachat d'actions			56		- 56	- 121
<b>Impôts différés calculés</b>	<b>4 894</b>	<b>4 545</b>	<b>1 821</b>	<b>1 804</b>	<b>3 073</b>	<b>2 741</b>
Compensation par entités fiscales	- 1 821	- 1 804	- 1 821	- 1 804		
<b>Impôts différés après compensation</b>	<b>3 073</b>	<b>2 741</b>		<b>0</b>	<b>3 073</b>	<b>2 741</b>

### 13. Créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2018	Net au 31/03/2018
Créances clients et comptes rattachés au contrat	195 812	8 255	187 557	190 117
Stock de matières premières et approvisionnements.	229		229	166
Créances sociales	2 277		2 277	396
Créances fiscales (hors impôt courant)	7 143		7 143	4 499
<b>TOTAL</b>	<b>205 461</b>	<b>8 255</b>	<b>197 206</b>	<b>195 178</b>

Le maintien d'un niveau de créances clients élevé au 30 septembre 2018 s'explique en partie par les créances clients de SII France, SII Pologne et SII Concatel dans leur cycle d'exploitation courant et notamment par la persistance d'en-cours de travaux non facturés par les filiales espagnoles du groupe dans le cadre des marchés réalisés pour la région autonome de Catalogne.

Au 30 septembre 2018, le poste « Créances clients et comptes rattachés au contrat » inclut des travaux en cours non facturés pour un montant brut global de 54,6 M€ dont 20,5 M€ sont relatifs aux en-cours en Espagne et provisionnés partiellement à hauteur de 7 M€ compte tenu d'une ancienneté supérieure à un an considérée comme un risque de facturation à terme.

La ventilation des créances clients par date d'ancienneté est la suivante :

(en milliers d'euros)	Non échues	Echues			TOTAL
		< 1 mois	Entre 1 et 2 mois	> 2 mois	
Créances clients et comptes rattachés BRUT	137 008	30 949	12 948	14 907	195 812
Dépréciations				8 255	8 255
<b>TOTAL</b>	<b>137 008</b>	<b>30 949</b>	<b>12 948</b>	<b>6 652</b>	<b>187 557</b>

### 14. Autres actifs

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2018	Net au 31/03/2018
Avances et acomptes versés sur commandes	824		824	624
Fournisseurs – Avoirs à recevoir	83		83	93
Comptes courants débiteurs hors groupe	2		2	
Débiteurs divers	5 910		5 910	5 248
Charges à répartir				7
Charges constatées d'avance	4 370		4 370	4 400
<b>TOTAL</b>	<b>11 189</b>		<b>11 189</b>	<b>10 372</b>

## 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Net au 30/09/2018	Net au 31/03/2018	Net au 30/09/2017
Sicav de trésorerie	35 089	27 170	11 409
Disponibilités	30 032	44 125	33 033
<b>TOTAL</b>	<b>65 121</b>	<b>71 295</b>	<b>43 442</b>

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de parts d'OPCVM monétaires placées dans un horizon de gestion à court terme.

## 16. Capitaux émis et réserves

- Capital social

Au 30 septembre 2018, le capital est composé de 20 000 000 actions ordinaires, de valeur nominale 2 € entièrement libérées et représentant 40 000 000 euros.

- Titres en autocontrôle

- **Contrat de liquidité**

	01/04/2018	Achat	Vente	30/09/2018
Titres (nombre)	7 011	24 337	25 542	5 806
Espèces (K€)	300	- 629	663	334

- **Actions non affectées**

Au 30 septembre 2018, 113 202 actions auto-détenues sont réservées pour servir les différents plans.

- **Plans d'attribution d'actions gratuites**

	Plan 2016	Plan 2017	Plan 2018
Date d'assemblée	19/09/2013	15/09/2016	15/09/2016
Date de la réunion du directoire	01/06/2016	01/06/2017	01/06/2018
Nombre total d'actions attribuées	67 662	59 129	54 073
Point de départ	01/06/2016	01/06/2017	01/06/2018
Date d'expiration	01/06/2018	01/06/2019	01/06/2020
Prix de l'action (€)	11,64	19,82	25,72
Taux de dividende	1,00%	1,00%	1,00%
Charge totale (€)	787 586	1 171 937	1 390 758
<b>Charge sur la période (€)</b>	<b>65 632</b>	<b>292 985</b>	<b>231 793</b>

Conformément à la législation en vigueur au moment des plans :

- Pour le plan 2016, l'attribution des actions gratuites est soumise au délai de 2 ans pour la période d'attribution et de deux années supplémentaires pour la période de conservation.
- Pour les plans 2017 et 2018, la société a choisi de conserver un délai de 2 ans pour la période d'attribution. En conséquence, il n'y a plus de période supplémentaire de conservation.

La propriété des actions gratuites est conditionnée par la présence effective jusqu'à l'issue de la période d'attribution.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018/2019, 67 662 actions ont été livrées aux bénéficiaires du plan d'attribution d'actions gratuites de 2016.

## 17. Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	01/04/2017	↗	↘	Variation de périmètre	Variation taux de change	Variation de la juste valeur	Total 31/03/2018	Dont Courant	Dont Non Courant
Emprunt auprès des établissements de crédit	47 433	10 262	- 13 242		- 4		44 449	16 869	27 580
Autres dettes financières diverses	1 947		- 284		- 1		1 661	1 185	476
Dettes sur immobilisations en location-financement	862	829	- 791		3		903	439	464
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>50 242</b>	<b>11 091</b>	<b>- 14 317</b>		<b>- 2</b>		<b>47 013</b>	<b>18 493</b>	<b>28 520</b>
Concours bancaires	3 347	723					4 070	4 070	
Dettes liées au factor		12 829					12 829	12 829	
Dérivés passifs à la juste valeur par résultat						36	36	36	
Intérêts courus non échus	37		- 3				34	34	
<b>Total des autres passifs financiers</b>	<b>3 384</b>		<b>13 549</b>			<b>36</b>	<b>16 969</b>	<b>16 969</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>53 626</b>	<b>10 323</b>			<b>- 2</b>	<b>36</b>	<b>63 982</b>	<b>35 462</b>	<b>28 520</b>

(en milliers d'euros)	01/04/2018	↗	↘	Variation de périmètre	Variation taux de change	Variation de la juste valeur	Total 30/09/2018	Dont Courant	Dont Non Courant
Emprunt auprès des établissements de crédit	44 449	4 041	- 7 059				41 431	16 465	24 966
Autres dettes financières diverses	1 661	6	- 676				991	24	967
Dettes sur immobilisations en location-financement	903	871	- 379		- 12		1 383	481	902
Dettes liées au factor		7 251					7 251	7 251	
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>47 013</b>	<b>12 169</b>	<b>- 8 114</b>		<b>- 12</b>		<b>51 056</b>	<b>24 221</b>	<b>26 835</b>
Concours bancaires	4 070	1 106					5 176	5 176	
Dettes liées au factor	12 829	- 12 829							
Dérivés passifs à la juste valeur par résultat	36					- 29	7	7	
Intérêts courus non échus	34		- 5				29	29	
<b>Total des autres passifs financiers</b>	<b>16 969</b>		<b>- 11 729</b>			<b>- 29</b>	<b>5 212</b>	<b>5 212</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>63 982</b>	<b>- 7 673</b>			<b>- 12</b>	<b>- 29</b>	<b>56 268</b>	<b>29 433</b>	<b>26 835</b>

Les dérivés passifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt.

(en milliers d'euros)	30/09/2018			31/03/2018		
	Taux variable	Taux fixe	Total	Taux variable	Taux Fixe	Total
Devise d'origine en EURO	6 371	36 532	42 903	5 180	40 935	46 115
Devise d'origine en PLN (Pologne)		806	806		800	800
Devise d'origine en RON (Roumanie)		24	24		31	31
Devise d'origine en CLP (Chili)		48	48		43	43
Devise d'origine en CAD (Canada)		24	24		24	24
<b>TOTAL</b>	<b>6 371</b>	<b>37 434</b>	<b>43 805</b>	<b>5 180</b>	<b>41 833</b>	<b>47 013</b>

## 18. Provisions

(en milliers d'euros)	01/04/2018	Dotations	Reprises		Ecart actuariels	Variations	30/09/2018
			Utilisées	Non utilisées			
<b>Long terme</b>							
Risque social	6 601	252	183	777			5 893
Risque commercial							
Indemnités de fin de carrière	2 873						2 873
Autres charges	526	50		16			560
<b>Sous-total</b>	<b>10 000</b>	<b>302</b>	<b>183</b>	<b>793</b>			<b>9 326</b>
<b>Court terme</b>							
Risque social							
Garanties données aux clients	33						33
Autres charges	3						3
<b>Sous-total</b>	<b>36</b>						<b>36</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 036</b>	<b>302</b>	<b>183</b>	<b>793</b>			<b>9 362</b>

Le risque social correspond aux provisions pour litige prud'homal. La provision pour litige est passé de 6 601 K€ au 31 mars 2018 à 5 892 K€ au 30 septembre 2018.

Sur la période, 960 K€ de provisions ont été reprises dont 777 K€ correspondent à des reprises dont l'issue est en notre faveur.

- Provision pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière n'a pas fait l'objet d'une actualisation au 30 septembre 2018.

## 19. Dettes d'exploitation

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2018	Total au 31/03/2018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 493	27 383
Dettes sociales	41 693	48 641
Dettes fiscales (hors impôt courant)	30 874	29 918
Clients – Avoir à émettre	173	20
<b>TOTAL</b>	<b>99 233</b>	<b>105 962</b>

## 20. Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2018	Total au 31/03/2018
Produits constatés d'avance	7 813	5 331
Clients – avances et acomptes reçus	2 246	1 593
Puts sur participation ne donnant pas le contrôle	22 074	22 074
Divers	1 500	2 151
<b>TOTAL</b>	<b>33 633</b>	<b>31 149</b>

## 21. Charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/09/2018	30/09/2017
Salaires	138 835	124 332
Charges sociales	45 264	40 306
Participation des salariés	318	262
Paielements fondés sur des actions	590	397
<b>TOTAL</b>	<b>185 007</b>	<b>165 297</b>

Sous le libellé « Paiements fondés sur des actions » est comptabilisée la charge liée aux plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites.

Le CICE (Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) est comptabilisé en déduction des charges de personnel.

## 22. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	30/09/2018	30/09/2017
Amortissements sur immobilisations incorporelles	1 300	1 342
Amortissements sur immobilisations corporelles	1 650	1 532
Amortissements sur contrats de location-financement	302	281
<b>TOTAL</b>	<b>3 252</b>	<b>3 155</b>





### 23. Dotations aux provisions

(en milliers d'euros)	30/09/2018	30/09/2017
Provisions sur actifs circulants	1 951	2 413
Provisions pour litiges	- 525	- 378
Provisions pour garanties données aux clients		
Provisions pour autres charges	34	
<b>TOTAL</b>	<b>1 460</b>	<b>2 035</b>

Les provisions sur actifs circulants sont essentiellement liées à la dépréciation des en-cours clients de notre filiale SII Concatel (Espagne) compte tenu de la situation géopolitique locale.

### 24. Autres charges opérationnelles non courantes

Néant.

### 25. Résultat financier net

(en milliers d'euros)	30/09/2018	30/09/2017
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	32	51
Plus-values sur cession de valeurs mobilières de placement		
Intérêts et charges financiers	- 526	- 648
Charges financières dues au titre des contrats de location financement	- 16	- 13
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>- 510</b>	<b>- 610</b>
Gains de change	928	495
Effet de l'actualisation	- 14	- 9
Autres	213	59
<b>Autres produits financiers</b>	<b>1 127</b>	<b>545</b>
Dotations aux provisions financières		
Pertes de change	- 945	- 1 080
Effets de l'actualisation		
Coût financier des engagements envers le personnel		
Autres	- 337	- 6
<b>Autres charges financières</b>	<b>- 1 282</b>	<b>- 1 086</b>
<b>TOTAL</b>	<b>- 665</b>	<b>- 1 151</b>

Les gains de change sont fortement contribués par SII Sp. Zoo (Pologne), SII France et SII S.A. (Suisse). Les pertes de change sont fortement contribuées par SII Sp. Zoo (Pologne) et SII Concatel (Espagne). Les gains et pertes de change sont générées dans le cadre de l'exploitation courante des activités des entités du groupe.

Les intérêts et charges financières proviennent des intérêts d'emprunt et des intérêts versés dans le cadre des contrats de factoring.

## 26. Charge d'impôt

- Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe SII répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncé par l'IAS 12, est comptabilisée en impôt sur le résultat.

(en milliers d'euros)	30/09/2018	30/09/2017
Impôts exigibles	6 300	5 401
Impôts différés	- 259	- 420
<b>TOTAL</b>	<b>6 041</b>	<b>4 981</b>

Le rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

(en milliers d'euros)	30/09/2018			30/09/2017		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôts	19 690	34,43%	6 779	15 851	34,43%	5 457
Charges fiscalement non déductibles	3 208	34,43%	1 105	2 191	34,43%	754
Produits fiscalement non imposables	- 2 164	34,43%	- 745	- 1 822	34,43%	- 627
Abattement contribution sociale sur les bénéfices (3,3% sur montant n'excédant pas 763 k€ d'IS)	- 382	3,30%	- 13	- 382	3,30%	- 13
Crédit d'impôts			- 1 007			- 1 014
Différentiel de taux avec les filiales internationales	12 592	entre 0,43% et 24,43%	- 1 744	5 033	entre - 15,43% et 0,57%	- 1 198
Autres – Retraitements non fiscalisés	653	34,43%	225	863	34,43%	297
Déficits non activés	734	34,43%	253	657	34,43%	226
Imputation des déficits	- 220	34,43%	- 76	- 250	34,43%	- 86
Impact net d'impôt de la CVAE			1 264			1 185
<b>Charge d'impôt effective</b>			<b>6 041</b>			<b>4 981</b>

## 27. Résultat par action

	30/09/2018	30/09/2017
Résultat net – part du groupe (k€)	13 617	10 888
Nombre d'actions ordinaires	20 000 000	20 000 000
Effet dilutif des stock-options et actions gratuites	113 202	126 791
Effet relatif de l'annulation des actions auto-détenues	- 885 862	- 957 403
<b>Résultat net par action (€)</b>	<b>0,681</b>	<b>0,544</b>
<b>Résultat net dilué par action (€)</b>	<b>0,708</b>	<b>0,568</b>

## 28. Information sectorielle

(en milliers d'euros)	30/09/2018		30/09/2017	
	France	Hors France	France	Hors France
Chiffre d'affaires net	157 980	137 664	144 793	114 402
Amortissements des actifs	- 1 069	- 2 183	- 1 096	- 2 059
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>8 506</b>	<b>11 849</b>	<b>9 474</b>	<b>7 528</b>
Coût de l'endettement financier net	- 136	- 374	- 174	- 436
Autres produits financiers	555	571	269	276
Autres charges financières	- 105	- 1 177	- 60	- 1 026
Impôt sur les résultats	- 3 567	- 2 473	- 3 772	- 1 209
<b>Résultat net</b>	<b>5 253</b>	<b>8 396</b>	<b>5 737</b>	<b>5 133</b>
Part du groupe	5 253	8 364	5 737	5 151
Participation ne donnant pas le contrôle		32		- 18

## 29. Engagements hors bilan

- Engagements donnés

- Divers contrats de location longue durée

(en milliers d'euros)	Montant hors bilan 30/09/2018	Paiements dus par période		
		à moins d'un an	de un an cinq ans	à plus de cinq ans
Locaux	62 001	12 191	41 004	8 806
Véhicules	2 984	1 256	1 728	
Matériel	2 619	1 078	1 502	39
<b>TOTAL</b>	<b>67 604</b>	<b>14 525</b>	<b>44 234</b>	<b>8 845</b>

- Cautionnements, avals et garanties

Sans objet à la connaissance de la société.

- Nantissement d'actions de l'émetteur au nominatif pur

Nom	Bénéficiaire	Date de départ	Date d'échéance	Condition de levée	Nombre d'actions nanties	% de capital nanti
Bernard Huvé	Trésor Public	Juin 2012	N/A	N/A	2 500 000	12,50%
Eric Matteucci	Banque	Juin 2017	Juin 2022	N/A	20 000	0,10%
Eric Matteucci	Banque	Juin 2018	Juin 2023	N/A	16 000	0,08%
Total					2 536 000	12,68%

- Nantissement d'actifs de l'émetteur

Pas d'engagement assorti de sûreté réelle sur tous types d'investissements (corporel, incorporel ou financier).



- Engagements reçus

Dans le cadre de l'opération FEEL EUROPE, SII a obtenu des garanties de passifs sur plusieurs années. SII n'a donné aucune garantie pour cette opération.

### 30. Informations relatives aux parties liées

- Rémunérations des principaux dirigeants

Les rémunérations brutes et avantages de toute nature des membres des organes de direction et de surveillance, comptabilisés par la société SII et ses sociétés contrôlées, se sont élevés au titre de la période à 305 959 euros :

- - Avantages à court terme :	305 959 €
- - Avantages postérieurs à l'emploi :	néant
- - Autres avantages à long terme :	néant
- - Indemnités de fin de contrat de travail :	néant
- - Paiements en actions :	54 073 actions gratuites attribuées

### 31. Évènements postérieurs à la clôture de la période

Néant.

### 32. Effectif moyen

Pays	30/09/2018	31/03/2018
France	3 677	3 496
Pologne	1 819	1 667
Espagne (et Argentine)	723	635
Allemagne (et Chine & Ukraine)	691	681
Roumanie	247	223
Chili	149	144
Colombie	72	58
Canada	62	34
République Tchèque	50	56
Maroc	48	41
Belgique	43	43
Pays-Bas	35	32
Inde	25	25
Royaume-Uni	18	9
Suisse	3	4
<b>Groupe SII</b>	<b>7 662</b>	<b>7 148</b>



## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### KPMG S.A.

Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
92066 Paris La Défense Cedex

### RSA

11-13, avenue Friedland  
75008 Paris

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Exercice 2018/2019

Période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 30 septembre 2018

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société SII, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 : « Instruments financiers » de la partie « Référentiel IFRS applicable au 30 septembre 2018 » de l'annexe des comptes semestriels consolidés qui décrivent les nouvelles normes et interprétations appliquées par la société.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 21 décembre 2018

KPMG S.A.

RSA

Vincent de BECQUEVORT  
Associé

Arnaud DEVOUCOUX  
Associé



## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport semestriel ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant aux pages 37 & 38.

Paris, le 21 décembre 2018

Eric MATTEUCCI  
Président du directoire